

Le 5 octobre 2021 : mobilisé.e.s pour nos services publics !

Restructurations partout, coupes budgétaires, crise sanitaire et hôpital public manquant de lits, de bras, école publique en difficulté face aux suppressions de postes... Il faut rendre ses moyens au service public facteur de redistribution des richesses. Or le déficit en emplois et la précarité s'accroissent dans la fonction publique, renforcés par les réformes du gouvernement Macron : un agent sur cinq est contractuel de droit public cumulant bas salaire et incertitude sur l'avenir.



L'administration centrale de Bercy n'échappe pas à ces dérégulations : réorganisations de services qui maltraitent les agent.e.s, taux de promotions ridiculement bas, collectifs de travail désorganisés...



Nous revendiquons des plans de titularisation massifs et le recrutement statutaire de fonctionnaires, des promotions dignes de ce nom, la prise en compte des personnels dans les décisions les concernant...

Nous vous appelons à faire grève et à manifester le 5 octobre 2021 !





05 octobre 2021

Grève et mobilisation pour gagner

Les organisations syndicales représentatives de la Fonction publique CGT, FO, FSU, Solidaires et FA-FP appellent l'ensemble des fonctionnaires et agents-es publics à cesser le travail le 5 octobre 2021 et à participer aux mobilisations organisées avec le secteur privé.

Subissant depuis des années des politiques publiques d'austérité qui ont dégradé considérablement leurs conditions de travail et leur pouvoir d'achat, les fonctionnaires et agents-es publics s'inscrivent dans les revendications portées sur le plan interprofessionnel, notamment :

- l'augmentation générale des salaires par la revalorisation du point d'indice et l'amélioration de la grille indiciaire, ainsi que des mesures fortes pour gagner l'égalité professionnelle,
- l'arrêt des suppressions de postes et des recrutements partout où c'est nécessaire,
- l'abandon du projet de loi 3DS, des restructurations et le maintien et le développement de services publics de proximité,
- l'arrêt des emplois précaires et la mise en place d'un plan massif de titularisation et/ou de CDIisation,
- l'engagement que la réforme portant sur un régime universel des retraites ou la remise en cause des régimes spéciaux est abandonnée.

Tout en réaffirmant que la priorité doit être à la mise en œuvre des moyens indispensables pour protéger la santé de la population et des salariés-es en particulier, dont fait partie aujourd'hui la vaccination à laquelle chacun doit pouvoir accéder, nous rappelons qu'il est inacceptable de sanctionner un-e agent-e sur un plan professionnel au regard de choix personnels, le tout sans possibilité de débat contradictoire par la saisine des CAP ou CCP.

C'est pourquoi, nos organisations refusent toute suspension des agents-es et interruption de leur rémunération et demandent le retrait de cette disposition du projet de loi.

Elles revendiquent davantage de moyens pour la santé et l'hôpital public et, globalement, des budgets 2022 en rupture avec les politiques d'austérité.

Face à un Président de la République et un Gouvernement qui continuent de faire la sourde oreille aux revendications portées par les organisations syndicales des travailleurs-euses, il est temps de nous faire entendre !

Nos organisations syndicales apportent leur soutien à toutes les mobilisations en cours notamment à l'Education nationale le 23 septembre prochain et en solidarité avec les retraités-es le 1^{er} octobre 2021, processus de lutte qui doivent converger le 5 octobre prochain.

Ensemble, public, privé, soyons solidaires et prenons notre destin entre nos mains. !

En grève et aux manifestations le 5 octobre 2021 !

Fait à Paris le 17 septembre 2021